

ÉLECTIONS 88

CONVERGÈNCIA I UNIÓ A PERDU TROIS SIÈGES TANDIS QUE LES SOCIALISTES EN ONT GAGNÉ UN. LE RESTANT DES FORCES POLITIQUES EN PRÉSENCE, SITUÉES À DROITE OU À GAUCHE, ONT OBTENU UNE LÉGÈRE AVANCE, EXCEPTION FAITE DE L'*ALIANÇA POPULAR*, PARTI DE DROITE, QUI A PERDU LA MOITIÉ DE SES DÉPUTÉS.

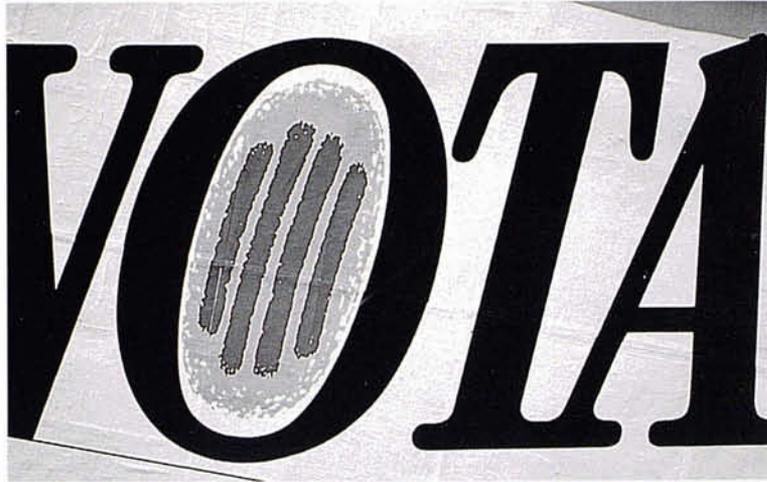
ALBERT VILADOT JOURNALISTE

La coalition nationaliste du centre *Convergència i Unió* a de nouveau obtenu la majorité absolue au parlement de Catalogne lors des élections du 29 mai et gouvernera le pays pour la troisième fois consécutive. Cette coalition, qui regroupe des secteurs progressistes et des secteurs conservateurs essentiellement attachés à la défense des droits de la Catalogne, avait déjà obtenu la majorité absolue en 1984. On s'attendait à ces résultats et il n'y a donc pas eu de grandes surprises. On pensait que *Convergència i Unió* obtiendrait davantage de sièges qu'en 1984 et que le principal parti de l'opposition, le parti socialiste, en perdrait quelques-uns. Cela n'a pas été le cas : *Convergència i Unió* a perdu trois sièges tandis que les socialistes en ont gagné un, le restant des forces politiques, situées à droite ou à gauche, ayant obtenu une légère avance, exception faite de l'*Aliança Popular*, parti de droite, qui a perdu la moitié de ses députés.

Ces résultats, comme nous le disions, plus ou moins attendus, ont permis à Jordi Pujol, secrétaire général de CiU, de se maintenir à la tête de la *Generalitat* de Catalogne, institution suprême du gouvernement autonome. M. Pujol remplit cette fonction depuis 1980 et la grande popularité dont il jouit dépasse largement les limites de son parti et de l'idéologie nationaliste qu'il défend. En 1980, il fut élu président de la *Generalitat* contre toute attente. Depuis lors, son discours politique a progressivement pénétré nouveaux secteurs sociaux qui considèrent, à l'instar de CiU, que tant qu'elle ne dispose pas d'un État propre, la Catalogne doit avant tout renforcer ses institutions. C'est la raison pour laquelle Jordi Pujol et la coalition nationaliste qu'il dirige préconisent la consolidation politique de la *Generalitat*, le relancement économique et la pénétration des éléments d'identité nationale (langue, culture) au sein de toutes les couches sociales. À cet égard, il convient

de signaler qu'un peu moins de la moitié de la population qui vit actuellement en Catalogne (six millions d'habitants) est originaire d'autres terres de la péninsule Ibérique. L'immense majorité vint se fixer en Catalogne pour des raisons économiques et ce, durant la dictature franquiste, c'est-à-dire à une époque où la Catalogne ne disposait d'aucun mécanisme politique ou institutionnel lui permettant d'intégrer avec normalité cette extraordinaire avalanche de gens qui ignoraient totalement la réalité historique et culturelle du pays où ils allaient vivre ; ils étaient plutôt chargés de tous les préjugés que les franquistes avaient fait circuler sur les Catalans à partir de la guerre civile de 1936-1939.

Actuellement, moyennant un lent et délicat processus, l'hypothétique problème du choc entre les deux cultures s'engage sur la bonne voie et ce, grâce aux efforts des différents secteurs politiques et sociaux. Pendant la période de transition de la dic-



tature à la démocratie, loin d'exploiter la division entre les deux communautés, on a réussi, tandis que les Catalans d'origine modifiaient leurs habitudes culturelles, à intégrer l'immigration. La langue n'est pas un motif de controverse : elle est comprise par quatre-vingt-quinze pour cent de la population, parlée par les deux tiers de celle-ci et enseignée sans problème à l'école.

Jordi Pujol, le grand gagnant des élections de mai, est un ferme partisan de cette politique d'intégration pondérée, largement acceptée précisément à cause de son caractère modéré. Le principal parti de l'opposition, le parti socialiste, préconise lui aussi cette ligne d'intégration culturelle mesurée, mais le fait qu'il soit rattaché au parti socialiste de l'État espagnol a conduit d'importants secteurs de l'électorat à douter de sa capacité de décision autonome. Si cette dépendance lui profite lors d'élections affectant l'ensemble du territoire espagnol, elle l'a tou-

jours desservi quand il s'agissait d'élections ne concernant que la communauté autonome.

Un des grands défis politiques que la Catalogne se propose de surmonter durant les quatre années à venir est celui de ses relations avec le gouvernement central. En effet, le gouvernement socialiste a maintenu, selon le critère de la majorité des électeurs catalans, une attitude restrictive à l'égard de l'autonomie catalane, alors que de récentes enquêtes apparues dans les moyens d'information indiquent que le nombre de gens favorables à un élargissement de l'autonomie catalane augmente chaque jour. Ceci pourrait entraîner une lecture moins restrictive de l'actuel statut d'autonomie (approuvé en 1979) ou même, tel que l'exigent de nombreux secteurs, sa réforme. Le fait que les partis les plus résolus quant à la question de l'autonomie, tels que les communistes d'*Iniciativa per Catalunya* et les nationalistes radicaux d'*Esquerra Republicana*,

aient gagné un certain nombre de sièges laisse également penser que le secteur de ceux qui jugent l'actuel *statu quo* insuffisant grossit chaque jour. Le président Pujol, quant à lui, ne croit pas qu'il soit nécessaire de réformer le statut et préfère parler d'une application plus généreuse des règles du jeu actuellement en vigueur. De son côté, le gouvernement espagnol n'a pas encore dit ce qu'il pensait faire, encore qu'il considère, tout comme Jordi Pujol, que la réforme du statut d'autonomie n'est pas nécessaire pour l'instant.

Après la victoire nationaliste du 29 mai, ceux-ci sont donc les grands traits de la vie politique catalane pour les quatre années à venir. En définitive, jamais la Catalogne n'avait pu célébrer au niveau de la communauté autonome trois élections de suite, pas plus qu'elle n'avait fait entendre avec tant de force et sous tous leurs aspects les idées favorables au gouvernement autonome. ●